



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Reprise de la quarante-cinquième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 20 novembre 1968,  
à 11 heures

NEW YORK

## S O M M A I R E

## Point 4 de l'ordre du jour:

Production et consommation de protéines comestibles . . . . .

Page

1

Président: M. Manuel PÉREZ GUERRERO  
(Venezuela).

## POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Production et consommation de protéines comestibles (E/4592 et Add.1, Add.2, Add.3 et Corr.1 et Add.4, E/L.1239, E/L.1240)

1. Le PRÉSIDENT donne la parole à M. Rankin, observateur du Canada, pour lui permettre de présenter un document de travail établi par le Canada (E/L.1239).

2. M. RANKIN (Observateur du Canada) dit que sa délégation se soucie avant tout d'aider les pays en voie de développement à éviter la crise des protéines. C'est pourquoi elle souligne la nécessité d'appliquer de façon efficace et coordonnée les propositions faites au sujet du problème des protéines par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. Le problème, qui a été maintenant bien défini, reste à résoudre et il importe d'étudier ce qui peut être fait par chaque pays individuellement et dans le cadre des Nations Unies.

3. Les pays en voie de développement qui souffrent de carences protéiques ont certainement le plus gros effort à fournir. Il convient de les aider à éviter que la situation n'évolue vers une crise. Pour cela les pays développés doivent recourir à leurs connaissances scientifiques et techniques avancées pour étudier les possibilités de produire des sources supplémentaires de protéines. Ils doivent également apporter leur aide à des projets de développement destinés à accroître la production et la consommation de protéines comestibles et qui ont reçu un rang de priorité élevé dans les pays bénéficiaires.

4. Les organismes des Nations Unies ont également d'importantes responsabilités et en sont conscients, ainsi qu'en témoignent la création du Groupe consultatif OMS/FAO/FISE des protéines et l'adoption par la FAO d'un plan de priorité. Les organismes des Nations Unies auront cependant des responsabilités croissantes s'ils doivent veiller à ce que les connaissances actuelles soient communiquées à tous ceux qui en ont besoin, donner des conseils appropriés à ceux qui en demandent, éviter les doubles emplois par une coordination et une coopération convenable et fournir aux pays en voie de développement déficitaires en

protéines l'assistance financière et technique nécessaire. Les études entreprises ont permis de clarifier le problème mais il s'agit maintenant d'entreprendre une action coordonnée pour le résoudre.

5. Il convient de faire appel à l'expérience de la FAO, de l'OMS et du FISE et c'est ce que le Groupe spécial d'experts et le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement ont reconnu lorsqu'ils ont proposé de recourir au Groupe consultatif sur les protéines en élargissant son mandat et en augmentant le nombre de ses membres pour lui donner des responsabilités de coordination et d'information complémentaires.

6. Certains pays estiment que la création d'un nouvel organisme est nécessaire; la délégation canadienne considère qu'une action énergique s'impose d'urgence pour attirer l'attention de la communauté mondiale sur ce grave problème, mais elle pense que, pour être efficace, tout nouvel arrangement doit être soigneusement élaboré par les gouvernements en consultation avec les organismes des Nations Unies. On sait que le Groupe spécial d'experts et le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement ne pensent pas qu'il soit nécessaire de créer un nouvel organisme. De toute façon, cette question doit être examinée avec soin et le plus tôt possible. Le Gouvernement canadien souhaite qu'une coordination efficace s'établisse dans le cadre des Nations Unies. Il est permis d'espérer que l'examen par le Conseil du document de travail proposé permettra d'aboutir à une action plus efficace.

7. M. ANDRE (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) rappelle que le rapport du Secrétaire général (E/4592 et Add.1, Add.2, Add.3 et Corr.1 et Add.4) a été étudié attentivement par le Groupe consultatif OMS/FAO/FISE des protéines et par le groupe fonctionnel des protéines du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. Ce rapport, basé sur les réponses des divers pays à un questionnaire que leur avait adressé le Secrétaire général, n'a qu'un caractère partiel, 60 pays seulement ayant été en mesure de répondre jusqu'ici.

8. La FAO partage l'opinion du Groupe consultatif sur les protéines que la priorité doit être accordée aux protéines comestibles de sources classiques et que dans un avenir relativement rapproché les protéines de sources nouvelles seront d'une importance considérable. Elle approuve également l'adoption par le Groupe consultatif des objectifs et de l'ordre de priorité des programmes suggérés par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement (voir E/4592/Add.1). Il est évident que les mesures entreprises dans le domaine de la coordination et de la conception des politiques ne constituent qu'un stade préliminaire au dévelop-

pement de programmes d'action, qui constituent le véritable objectif.

9. Les cinq priorités fixées par le Directeur général de la FAO: recours aux variétés céréalières à haut rendement, activités visant à combler le déficit protéique, lutte contre le gaspillage des denrées alimentaires, mobilisation de ressources humaines dans les zones rurales, stimulation des recettes extérieures et des économies de devises, concourent en fait à la solution du problème des protéines. Bien que l'on connaisse ce qui doit être fait, il s'agit de mettre en pratique des données théoriques et d'appliquer des programmes coordonnés sur les plans national et international.

10. L'OMS, le FISE et la FAO ont déjà accumulé une expérience utile dans le domaine de la coordination. Cette coordination opérationnelle se manifeste par les réunions de travail intersecrétariat des trois organisations et par l'existence du Groupe consultatif sur les protéines, qu'elles ont créé, et dont les membres sont choisis en commun par elles. Pour donner à ce système l'envergure nécessaire, il convient de respecter le mécanisme qui fonctionne actuellement et de ne pas l'alourdir, ce qui en réduirait l'efficacité. Il existe depuis 1968 un groupe consultatif élargi OMS/FAO/FISE des protéines. Ce groupe est à même de formuler et proposer une politique de synthèse sur le plan international et national. Le nombre de membres du Groupe consultatif sur les protéines est passé de 8 à 12, et il sera toujours possible d'ajouter des membres supplémentaires pour tenir compte de disciplines absentes ou insuffisamment représentées. L'assistance des représentants de plusieurs institutions spécialisées aux délibérations du Groupe consultatif assure la diffusion indispensable des informations. Les ordres du jour du Groupe constituent toujours un compromis entre les sujets proposés par les trois organisations. La FAO, l'OMS et le FISE sont disposés à examiner toute demande d'étude formulée par des organismes des Nations Unies ou par des gouvernements; ces études seraient confiées au Groupe consultatif sur les protéines. Ce groupe est parfaitement habilité à aider à coordonner l'action des trois organisations. Chacune des trois organisations doit jouer un rôle de catalyseur mais ce rôle ne peut avoir de signification si l'on ne mène pas à bien les programmes d'action au niveau national et régional. La réorganisation progressive qui s'effectue au sein de la FAO et l'exploitation du système de coordination actuelle tiennent compte de tous les aspects du problème des protéines et il devrait être possible de lancer prochainement des programmes concrets pour résoudre ce problème.

11. Le Dr COIGNEY (Organisation mondiale de la santé) attire l'attention sur la lettre du Directeur général de l'OMS publiée comme additif au rapport du Secrétaire général sur le problème des protéines (E/4592/Add.3 et Corr.1). L'OMS se félicite des activités entreprises par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique aux pays en voie de développement, par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale dans le domaine des protéines.

12. Le Groupe consultatif sur les protéines a été créé en 1955 par l'OMS, qui a invité ensuite la FAO

et le FISE à se joindre à ses travaux. Son mandat a été élargi afin de lui permettre de donner des avis sur l'action coordonnée que pourraient mener des organismes des Nations Unies. Sa composition a été récemment modifiée de façon à y inclure toutes les disciplines nécessaires. L'élargissement de son mandat lui permet de donner des avis aux organisations sur les programmes en cours, les nouveaux domaines d'action, l'amélioration des procédures d'évaluation des projets, les études sur les possibilités de réalisation. Il peut également formuler des directives concernant les programmes à entreprendre par les organismes des Nations Unies. Le Groupe consultatif sur les protéines se félicite de l'intérêt que portent à ses activités l'Organisation des Nations Unies, l'UNESCO, l'ONUDI, l'AIEA et le PNUD. Il a décidé d'inviter à ses réunions les organismes qui désirent participer à ses travaux lorsque des sujets qui les intéressent tout particulièrement sont examinés. Cela permet au Groupe consultatif de se tenir au courant des programmes et de l'intérêt des autres organisations. Il permet aussi à ces organisations de tirer profit des avis et de l'expérience du Groupe consultatif. En outre, c'est dans le cadre du Comité administratif de coordination que les questions ayant trait à la participation des autres organisations aux travaux du Groupe consultatif, ainsi que la coordination de leurs efforts dans le domaine des protéines, doivent être examinées.

13. L'OMS estime qu'il faut accorder une importance accrue au problème des protéines. Le mandat élargi du Groupe consultatif répond à ce besoin. Il apparaît important de recourir à une méthodologie appropriée dans ce domaine, à des actions interdépendantes et à un mécanisme d'interaction permettant de réaliser rapidement les plans. Les effets d'une sous-alimentation protéique apparaissent particulièrement graves lorsque se déclarent des maladies infectieuses. La meilleure utilisation des ressources protéiques et des aliments protéiques doit aller de pair avec une amélioration de l'hygiène du milieu et des mesures de lutte contre les maladies transmissibles.

14. En ce qui concerne l'établissement de centres de classification, d'emmagasiner et de récupération des données concernant le problème des protéines, il existe déjà de tels centres aux Etats-Unis et aux Pays-Bas et ceux de l'OMS et de la FAO rendent des services similaires. Le Groupe consultatif sur les protéines est chargé de veiller à diffuser les renseignements se rapportant directement à ce problème. Il convient d'étudier les mesures qui permettraient d'intensifier ces activités. On doit accorder une importance spéciale aux besoins particuliers des groupes vulnérables tels que les nourrissons, les femmes enceintes ou qui allaitent, etc. Il faudrait également encourager la création de centres régionaux d'études et recherches dans les domaines de la recherche nutritionnelle et alimentaire. L'OMS a déjà donné son appui à des centres de ce type. Tous les organismes des Nations Unies intéressés ont à jouer un rôle de catalyseur en incitant les gouvernements à concentrer leurs activités et leurs ressources pour trouver une solution au problème des protéines.

15. M. CREMIN (Irlande) rappelle que le problème des protéines, qui se pose principalement, et sous

sa forme la plus aiguë, dans les pays en voie de développement, affecte plus particulièrement les jeunes enfants. On peut lire dans le rapport du Secrétaire général que l'âge d'un quart environ de la population du monde en voie de développement est inférieur à 8 ans. Il est dit, d'autre part, dans la préface du rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement<sup>1/</sup>, qu'il y a aujourd'hui plus de 300 millions d'enfants qui, faute d'une quantité suffisante de protéines et de calories, sont gravement retardés dans leur croissance et dans leur développement physique, et que beaucoup d'entre eux risquent également d'en subir les conséquences fâcheuses dans leur développement mental, leur éducation ou leur comportement. Ce rapport précise également que les carences de protéines et de calories affectent aussi directement la santé et la productivité économique des populations adultes, et que ces carences nutritionnelles, qui nuisent aux générations présentes et futures, constituent un handicap enraciné auquel il faut remédier.

16. Les propositions formulées par le Comité consultatif dans ce même rapport sont, de façon générale, acceptables pour la délégation irlandaise, qui se félicite, d'autre part, de la priorité donnée à quatre d'entre elles par le Conseil économique et social dans sa résolution 1257 (XLIII). Il s'agit des propositions tendant à encourager la production et la consommation d'aliments protéiques classiques dans les pays en voie de développement, à accroître la consommation directe de graines oléagineuses et encourager l'emploi de concentrés protéiques de poisson, à prendre des mesures pour éviter les pertes de denrées alimentaires, et, enfin, à renforcer les institutions régionales et nationales nécessaires d'études et recherches et de formation dans les pays en voie de développement.

17. Comme le souligne le rapport du Secrétaire général, la solution du problème des protéines n'est ni simple ni universelle. La délégation irlandaise pense néanmoins qu'il serait bon d'axer les efforts sur deux aspects différents.

18. En premier lieu, il importe d'augmenter la production de protéines — ce qui signifie, dans l'immédiat, un accroissement de la production de protéines provenant des sources classiques — et de mettre les aliments protéiques ainsi produits à la disposition des régions où les besoins sont les plus importants. Il est certes encourageant d'avoir entendu le Président de la Banque internationale annoncer, dans le discours qu'il a prononcé le 30 septembre 1968 devant le Conseil des gouverneurs de la Banque, que le volume des prêts à l'agriculture, dans le monde en voie de développement, quadruplerait d'ici cinq ans. Il n'en reste pas moins que les pays en voie de développement, vu les graves pénuries de protéines dont ils souffrent à l'heure actuelle, resteront encore fortement tributaires des importations pendant un certain temps. Ces importations doivent naturellement être payées. Or, le système monétaire international présente des insuffisances graves, et sa consolidation est indispensable pour l'élaboration

d'une stratégie globale du développement, stratégie qui doit réserver au problème des protéines une place prioritaire.

19. Le second aspect sur lequel on devrait faire porter les efforts est la mobilisation de l'opinion publique dans les pays les plus directement affectés par l'importance de la consommation d'aliments protéiques. Ce processus d'éducation du public doit naturellement être entrepris principalement par les gouvernements et les organismes nationaux compétents, mais le Conseil économique et social et l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble pourraient néanmoins prendre des mesures en vue d'accélérer ce processus.

20. Le problème immédiat est de promouvoir, d'une part, la production et la disponibilité d'aliments protéiques, et, d'autre part, leur utilisation. Dans son rapport, le Secrétaire général appelle l'attention sur la nécessité de disposer d'un soutien puissant sur le plan politique pour assurer l'intégration des divers aspects du problème, c'est-à-dire l'aspect gestion aussi bien que les aspects économiques et scientifiques, et il suggère que l'heure est venue pour les Nations Unies de jouer un rôle de catalyseur. Il serait probablement prématuré pour le Conseil de proposer des mesures précises à cet égard. Le Groupe consultatif des protéines souhaite en effet qu'un rapport plus complet soit fait dans deux ans, lorsque davantage de réponses des gouvernements auront été communiquées et auront pu être analysées. La délégation irlandaise considère qu'il serait néanmoins souhaitable, entretemps, de mettre en œuvre tous les moyens possibles afin de remédier à la situation. A cet égard, le Secrétaire général pourrait peut-être découvrir certaines possibilités d'action. Il est en effet bien placé pour superviser et coordonner les activités, non seulement de l'Organisation, mais aussi des institutions qui lui sont reliées. La délégation irlandaise suggère donc que le Conseil l'invite à prendre toutes les mesures qu'il pourrait juger utiles, afin de hâter la solution de ce grave problème.

21. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis) dit que les progrès réalisés en ce qui concerne le problème des protéines illustrent une fois de plus l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'intermédiaire, notamment dans les domaines économique et social. Le rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, publié il y a moins de deux ans, a identifié le problème des protéines comme l'une des pierres d'achoppement du développement économique et social. Le rapport du Secrétaire général et le nombre de réponses reçues au questionnaire témoignent de l'intérêt et des activités que les Nations Unies ont su stimuler, tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, concernant cette question cruciale des protéines. Si limité que soit son pouvoir, l'Organisation des Nations Unies, en attirant l'attention des Etats Membres et des institutions spécialisées sur les problèmes les plus urgents d'aujourd'hui, a donc exercé une influence considérable dans le domaine économique et social, et contribue, en jouant un rôle de catalyseur, à la réalisation des objectifs énoncés à l'Article 55 de la Charte.

<sup>1/</sup> Alimentation de la population mondiale en expansion: action internationale pour écarter la menace d'une crise des protéines (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.XIII.2).



22. Cette influence des Nations Unies s'est exercée efficacement dans le domaine démographique où elle a incité les gouvernements à chercher à résoudre l'autre aspect du problème alimentation-population. Il doit en être de même pour le problème des protéines. Le rapport du Secrétaire général est catégorique quant aux conséquences désastreuses des carences protéiques, en particulier chez les jeunes enfants, si l'on ne s'attaque pas résolument à ce problème. La solution n'est ni simple ni universelle étant donné que ce problème n'intéresse pas un seul secteur, une seule région ou une seule instruction. Il est indispensable non seulement de mobiliser un volume considérable de connaissances scientifiques et techniques, mais encore de trouver des moyens de faire en sorte que chaque individu accepte une légère modification de son régime alimentaire quotidien.

23. L'Organisation des Nations Unies a non seulement incité les gouvernements à agir dans cet important domaine, mais certaines des organisations qui lui sont reliées, en particulier le FISE, la FAO et l'OMS, ont largement contribué à identifier le problème et à y remédier. D'autres organismes des Nations Unies, tels que l'ONUDI, la CNUCED, l'UNESCO et le PNUD, ainsi que le Département des affaires économiques et sociales, devraient et pourraient suivre leur exemple et aider à résoudre le problème.

24. La délégation des Etats-Unis se félicite de ce que l'on ait décidé d'élargir la composition du Groupe consultatif des protéines, et elle espère que l'expérience acquise par le Groupe sera mise à la disposition de tous les organismes des Nations Unies s'intéressant au problème des protéines.

25. Les Etats-Unis sont pour leur part parfaitement conscients de ce problème et déploient des efforts considérables dans les secteurs scientifique, gouvernemental et industriel et dans celui de l'enseignement. Les mesures prises par le Gouvernement américain en vue de soulager la faim et la sous-alimentation dans le monde en voie de développement témoignent des préoccupations des Etats-Unis concernant la quantité et la qualité des ressources alimentaires mondiales. Ces efforts portent essentiellement sur l'amélioration de la qualité protéique des céréales existantes et la recherche de nouveaux aliments protéiques. Simultanément, les Etats-Unis accroissent la teneur nutritionnelle de leurs contributions au titre de l'assistance alimentaire, encouragent la recherche dans les universités, collaborent avec l'industrie privée en vue de produire et de commercialiser des aliments enrichis et incitent les pays en voie de développement à augmenter la production et l'utilisation de ces aliments. A titre d'exemple, M. Goldschmidt indique qu'en 1967 les Etats-Unis ont vendu aux pays en voie de développement, à des conditions de faveur, des produits alimentaires représentant une valeur d'environ 1 milliard de dollars et donné environ 2,4 millions de tonnes de produits alimentaires, représentant une valeur de 548 millions de dollars. Les Etats-Unis ont en outre financé au cours des dernières années quelque 18 projets de recherche sur les protéines comestibles. Le Bureau des pêches commerciales dépensera pendant l'année en cours plus de 1,1 million de dollars pour la

fabrication de concentrés protéiques de poisson. Le gouvernement a également financé des activités d'éducation, notamment des réunions et cycles d'études internationaux touchant la production de nouveaux aliments protéiques, et contribue au financement de plusieurs centres régionaux et nationaux pour la promotion de la recherche agricole et de la recherche en matière de protéines dans plusieurs pays en voie de développement. Enfin, le Programme de nutrition du Service de la santé publique a mené des enquêtes nutritionnelles dans 33 pays.

26. Parallèlement aux efforts ainsi déployés par le Gouvernement fédéral, des institutions privées sont engagées dans des activités analogues. Des centaines d'universités américaines, par exemple, poursuivent avec succès des recherches en vue d'accroître et d'améliorer les sources de protéines, et, en 1967, une assistance technique agricole représentant au total 25 millions de dollars a été fournie par 40 de ces universités. Un certain nombre d'autres institutions et fondations, en particulier les fondations Ford et Rockefeller, s'intéressent activement à ce problème. L'Institut international d'agriculture tropicale d'Ibadan (Nigéria) est le plus récent des quatre instituts de recherche qui ait été créé sous les auspices de ces deux fondations. L'un des principaux objectifs des instituts en question est de transformer des produits alimentaires de qualité médiocre en protéines animales de haute qualité.

27. Le rapport du Secrétaire général reconnaît la nécessité de mobiliser toutes les ressources disponibles et tous les organismes compétents. L'industrie privée américaine joue un rôle important dans le développement et la commercialisation de nouveaux aliments protéiques, tant aux Etats-Unis mêmes que dans les pays en voie de développement. L'introduction de nouvelles sources de protéines dans les régimes alimentaires pose essentiellement un problème de commercialisation et de promotion. En effet, le succès d'un produit dépend en premier lieu de son acceptation par le consommateur.

28. Il est dit également dans le rapport du Secrétaire général qu'il importe d'inciter l'industrie, tant dans les pays en voie de développement que dans les pays développés, à orienter une part toujours croissante de ses activités vers la solution du problème des protéines dans les pays en voie de développement, notamment dans ceux dont les activités portent sur les agro-industries et dans ceux qui s'intéressent à la recherche appliquée. Il en est déjà ainsi aux Etats-Unis où, par exemple, l'Agency for International Development accorde des subventions à des sociétés privées afin de leur permettre d'effectuer des études de marché pour la commercialisation de produits enrichis en protéines dans des régions du monde où les régimes alimentaires sont insuffisants. Ces efforts sont poursuivis en collaboration avec les secteurs agricole, industriel et commercial des pays en voie de développement eux-mêmes.

29. M. Goldschmidt présente ensuite aux membres du Conseil un certain nombre d'échantillons d'aliments protéiques récemment mis au point et commercialisés dans les pays en voie de développement, grâce à des initiatives américaines. Ces produits remplissent tous les conditions énumérées dans le rapport

du Secrétaire général: ils sont destinés aux groupes les plus vulnérables (jeunes enfants et enfants en cours de sevrage) et leur apportent tous les éléments nutritifs nécessaires. Ils sont fabriqués à grande échelle et à bas prix. Leur distribution est assurée de façon efficace (par les voies de distribution normales). Ils sont fabriqués par des entreprises industrielles locales et à partir des matières premières existant dans les pays où ils sont commercialisés, et seules les techniques de fabrication doivent donc être importées. Enfin, les aliments ainsi obtenus se rapprochent autant que possible, par leur goût, leur forme et leur consistance, des aliments traditionnels des pays utilisateurs.

30. Les Etats-Unis ont obtenu d'excellents résultats en ce qui concerne les sources de protéines non classiques, notamment les concentrés protéiques de poisson et, pour convaincre les membres du Conseil que, dans ce domaine, le problème de l'acceptation par le consommateur semble avoir été résolu, M. Goldschmidt leur fait distribuer des biscuits protéiques à base de farine de poisson, d'un goût fort agréable.

31. En conclusion, le représentant des Etats-Unis tient à formuler certaines suggestions quant à l'avenir. Tout d'abord, le problème des protéines doit conserver une place prioritaire dans les programmes des planificateurs et des responsables de la politique à l'échelon gouvernemental. Comme il est dit dans le rapport, chaque gouvernement doit, pour résoudre le problème, adopter une méthode de travail intégrée, dont les résultats dépendront des circonstances propres à chaque pays (ressources, climat, etc.). Les organismes des Nations Unies doivent également continuer d'accorder une priorité élevée à ce problème, afin d'y intéresser tous les gouvernements. Le Groupe consultatif élargi des protéines, ainsi que le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, pourraient utilement stimuler les efforts dans ce domaine. La délégation des Etats-Unis considère qu'on ne pourra résoudre le problème des protéines qu'en assurant un meilleur fonctionnement du mécanisme actuel des Nations Unies et que ce serait une erreur que de vouloir créer une nouvelle institution, ou un nouvel organe dont les travaux risqueraient de faire double emploi avec les activités déjà entreprises par les organismes existants.

32. Enfin, le Conseil économique et social devrait continuer à s'intéresser au problème des protéines et demander à toutes les institutions de lui faire rapport sur leurs activités dans ce domaine. Les Nations Unies se sont révélées jusqu'à présent fort efficaces en la matière, comme en témoigne l'excellent rapport du Secrétaire général, et il importe de conserver l'élan ainsi acquis.

33. M. DUBEY (Inde) constate que les activités entreprises par les organismes des Nations Unies depuis deux ou trois ans ont fait prendre conscience au monde de la gravité du problème des protéines. A cet égard, le rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement<sup>2/</sup> constitue un apport décisif. Le Comité administratif de coordination a souligné que

l'élan acquis devait être maintenu. Dans son rapport, le Secrétaire général a pris soin de faire observer qu'il était nécessaire, d'ici à la fin de la deuxième Décennie des Nations Unies sur le développement, de prendre sérieusement le problème en main faute de quoi la situation pourrait devenir grave. Le Secrétaire général a identifié les secteurs critiques dans lesquels il est urgent d'intensifier les efforts. Les problèmes que posent les carences protéiques ne sont pas de ceux qui s'accommodent de solutions de type classique. Leur solution ne dépend pas non plus simplement de l'exécution de projets ou de la fourniture de services consultatifs par les institutions spécialisées, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas reconnaître pleinement l'importance des activités de cet ordre. Ces problèmes doivent être abordés sur plusieurs fronts à la fois dans une conception multidisciplinaire tenant compte d'un certain nombre de considérations et faisant intervenir la participation active de tous les organismes des Nations Unies.

34. Les problèmes sont nombreux et il faut se poser la question de savoir comment les résoudre. C'est ce que la délégation indienne a tenté dans le projet de résolution E/L.1240. Aucune phrase du projet ne lui tient spécialement à cœur. Le texte proposé vise à demander au Secrétaire général de continuer à prendre les initiatives nécessaires en vue de la solution du problème des protéines, à lui donner un mandat précis à cette fin, à définir le cadre dans lequel devraient s'inscrire les nouveaux efforts qu'il pourrait entreprendre dans ce domaine et à indiquer les sources de financement et d'assistance technique qui doivent lui permettre de s'acquitter de sa tâche. Le projet de résolution vise simplement à indiquer les moyens nécessaires pour aller de l'avant. La délégation indienne est prête à accepter toute modification qui serait de nature à assurer la réalisation des objectifs visés.

35. Avant de soumettre ce texte, la délégation indienne a essayé, avec la collaboration d'autres délégations, de concilier des points de vue souvent divergents. Malheureusement, faute de temps, elle n'y a pas réussi. Elle estime par conséquent que le Conseil serait bien avisé de prendre note des divers points de vue sur la question et d'en faire part à l'Assemblée générale qui en ferait l'examen approfondi et qui pourrait, il faut l'espérer, décider d'une action concertée pour résoudre le problème des protéines.

36. M. DE SEYNES (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) rappelle tout d'abord que le Secrétaire général a fait connaître son opinion sur le problème des protéines à de multiples reprises et qu'il l'a jugé suffisamment important pour en traiter longuement dans l'introduction à son rapport annuel à l'Assemblée générale<sup>3/</sup>.

37. Il est vrai que le problème des protéines ne peut s'accommoder d'une solution définitive et unique. Il est vrai aussi que de multiples activités ont été réalisées à cet égard, activités qui ont probablement été quelque peu sous-estimées dans le premier rapport du Comité consultatif sur l'application de la

<sup>2/</sup> Ibid.

<sup>3/</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément No 1A, par. 71.

science et de la technique au développement<sup>4/</sup>. Aussi a-t-on jugé nécessaire que ce comité établisse un deuxième rapport (E/4592/Add.2), lequel, malgré les lacunes qu'il révèle encore, permet de mieux cerner le problème. Il n'en reste pas moins vrai que la question des protéines correspond à une situation de crise. Cette crise existe parce que l'on se trouve en face d'un problème qui comporte des aspects humanitaires et dont on sait que certaines solutions sont à la portée de la communauté internationale. Il y aurait donc quelque scandale à ne pas prendre de mesures pour le résoudre.

38. Sur le plan technique, l'identification du problème est fort avancée; on connaît les données, un certain nombre de solutions ainsi que l'orientation à donner aux nouvelles recherches à entreprendre. Mais ce qui est indispensable, c'est de mobiliser la volonté politique des Etats en faveur des solutions à apporter. Certes, ce n'est pas là le seul problème qui requiert une telle mobilisation. Le Conseil et l'Assemblée se préoccupent de cette mobilisation à l'égard de beaucoup de questions, mais il serait présomptueux d'affirmer que de grands progrès ont été faits à cet égard.

39. Le problème des protéines est aussi un problème de gestion. Il s'agit d'intensifier les efforts déployés dans des domaines fort divers, dans le cadre d'un programme qui serait conçu selon ce que l'on appelle la méthode de l'analyse des systèmes. Il s'agirait de définir un certain nombre d'actions programmées et synchronisées, tout en prévoyant que certaines décisions soient prises en fonction des circonstances du moment. A cet égard, on peut se demander si les mécanismes existants permettent la réalisation de ces objectifs sans avoir à subir certains ajustements préalables. Il n'en reste pas moins vrai que le Groupe consultatif des protéines, auquel participent la FAO, l'OMS et le FISE, constitue l'une des pièces les plus importantes du mécanisme à mettre en place. Se pose aussi la question des ressources, tant en ce qui concerne leur volume que la manière de les canaliser vers les différents besoins, et dont il n'est pas sûr qu'elle soit résolue par les mécanismes existants. Il n'est pas superflu de rappeler à cet égard qu'en d'autres circonstances analogues on a eu recours à des mécanismes supplémentaires. Ce fut le cas notamment de l'appel de fonds auquel a procédé le Secrétaire général pour la réalisation d'un programme d'action en matière de population.

40. De l'avis du Secrétaire général adjoint, le problème des protéines constitue un vrai test pour l'Organisation des Nations Unies, au seuil d'une époque où la science et la technique vont s'imposer à elle de plus en plus, comme le montrent bien les préoccupations sans cesse croissantes de la communauté internationale concernant l'énergie atomique, l'espace extra-atmosphérique, le lit des mers et les ordinateurs. Ce sont là des problèmes qui exigent l'intervention de l'Organisation non seulement en raison des relations d'interdépendance entre Etats qui les caractérisent, mais aussi parce qu'ils touchent à des relations de puissance, dont l'ONU ne saurait indéfiniment se désintéresser.

41. M. VARCHAVER (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) rappelle que dans le rapport qu'il a présenté au Conseil, à la quarante-troisième session<sup>5/</sup>, le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement a recommandé à l'UNESCO d'encourager les recherches fondamentales nécessaires pour favoriser le progrès en ce qui concerne la production et la consommation de protéines.

42. Dès 1954, des recherches biologiques de base sur la cellule ont été inscrites au programme de l'UNESCO qui, quelques années plus tard, a créé l'Organisation internationale de recherche sur la cellule. Depuis lors, le programme de recherche cellulaire et moléculaire de l'UNESCO est exécuté en étroite coopération avec cette organisation. Dans le cadre des cours de formation organisés conjointement par ces deux organismes, on enseigne à de jeunes scientifiques originaires de pays développés et de pays en voie de développement les nouvelles découvertes et les nouvelles techniques de la recherche cellulaire fondamentale. Depuis deux ans, on insiste particulièrement sur les recherches fondamentales effectuées sur les nouvelles sources de protéines et sur les protéines unicellulaires. D'autre part, pour encourager les échanges de connaissances et coordonner les travaux de recherche en matière de microbiologie appliquée, l'UNESCO organise chaque année une conférence qui porte notamment sur des problèmes touchant la production de protéines unicellulaires.

43. En ce qui concerne l'avenir, et pour faire suite aux résolutions 1257 (XLIII) du Conseil économique et social et 2319 (XXII) de l'Assemblée générale, les activités de l'UNESCO dans les domaines susmentionnés seront fortement élargies. Le budget pour 1969-1970 prévoit un accroissement d'environ 85 p. 100 des crédits destinés au renforcement des activités en matière de recherche sur les protéines unicellulaires et la synthèse protéique. D'autre part, le nombre des cours de formation sera porté à 10; on organisera un colloque sur les protéines unicellulaires dans le fourrage et dans l'alimentation; et l'on envisage la réunion d'un colloque scientifique international sur la biologie moléculaire et les procédés de production de protéines.

44. A sa soixante-dix-huitième session, le Conseil exécutif de l'UNESCO a notamment souligné l'importance de l'intégration des activités des organismes des Nations Unies dans ce domaine et a été d'avis que l'UNESCO devrait faire partie du Groupe consultatif des protéines; il a invité le Directeur général à prendre les mesures nécessaires à cet effet. Les consultations qui ont lieu avec la FAO, l'OMS et le FISE devraient aboutir au renforcement des efforts interinstitutions en vue de résoudre le problème des protéines et renforcer le caractère multidisciplinaire du Groupe consultatif.

45. En mars 1968, l'UNESCO a organisé un Colloque sur la recherche sur le cerveau et le comportement humain. A une table ronde organisée à l'occasion de ce colloque, on a examiné l'influence de la nutrition et du milieu sur les fonctions cérébrales et l'on a reconnu l'influence directe de la nutrition sur le

<sup>4/</sup> Voir note 1.

<sup>5/</sup> Voir note 1.

développement du cerveau, particulièrement à son début. On s'est accordé à dire que la malnutrition intervenant à ce stade du développement cervical aboutit à retarder la croissance et à diminuer le potentiel mental de l'enfant. A ce colloque feront suite un certain nombre de projets de recherche fondamentale dont l'objet sera l'étude des liens entre la malnutrition et le développement du cerveau.

46. L'UNESCO s'efforce donc de répondre, dans le domaine qui relève de sa compétence, aux recommandations du Comité consultatif ainsi qu'aux résolutions du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale.

47. On a dit que le système cérébral est un système d'organisation. Il en va de même du développement qui, de l'avis du Directeur général de l'UNESCO, est réellement un problème de l'organisation de l'humanité qui n'est pas propre à certaines régions, à certaines sociétés, voire à certaines races. Il s'agit d'un problème de mauvaise organisation globale. En s'acquittant de la responsabilité qu'elle porte à l'égard du comportement mental de l'homme, l'UNESCO s'efforce d'assurer que les enfants et les jeunes, dont dépend le développement du monde, puissent donner leur pleine mesure.

*La séance est levée à 13 h 5.*